

« Boycott, Désinvestissement, Sanctions » : l'incitation à la HAINE

Le message antisioniste et antisémite du mouvement BDS

Joël S. Fishman

Historien, chercheur

au Jerusalem Center for Public Affairs.

Co-auteur de *La Guerre d'Oslo* (2005).

Quand on pense au mouvement « Boycott, Désinvestissement, Sanctions » (BDS), on pense immédiatement aux vociférations des manifestants en T-shirts saccageant brutalement les linéaires de produits israéliens dans les magasins Carrefour. On pense aussi à des pays comme la Norvège, qui ont vendu les actions israéliennes de leur fond de pension national, ou aux décisions de certaines superstars d'annuler leurs concerts en Israël. Le côté concret de ces manifestations n'est pas négligeable car de tels événements ont un impact spectaculaire sur l'opinion publique. Peu importe leur efficacité réelle : ces événements représentent la « propagande par le fait ». Ils attirent l'attention des médias, poussent de nouvelles recrues à rejoindre le mouvement BDS et finissent par influencer l'opinion.

Le message idéologique

Hormis ces aspects concrets, ce mouvement possède une doctrine, une vision du monde et un programme politique. Ses fidèles ne tentent même pas de

soutenir l'idée d'une réconciliation entre Palestiniens et Etat juif : ils appellent ouvertement au « politicide » d'Israël, qu'ils cherchent à remplacer par un Etat palestinien unique avec une majorité musulmane.

Les adeptes du BDS accusent Israël d'être un Etat raciste et un Etat d'apartheid, ce qui implique, selon eux, que selon le droit international, il constitue une entité criminelle qui ne possède ni légitimité ni *raison d'être*. Si justice doit être rendue, Israël doit être détruit et remplacé. Tel est finalement le message fondamental de BDS. Il faut néanmoins en saisir la terminologie et comprendre les motivations de ses soutiens politiques et la fonction de sa doctrine qui sert de principe directeur unifiant au mouvement.

Pour comprendre la doctrine du mouvement BDS, il faut le replacer dans son contexte historique et géopolitique. La notion de *convergence*, amalgame de haine anti-juive et de rejet de l'Etat juif¹ permet le mieux d'en rendre compte. C'est l'historien Jeffrey Herf qui a introduit ce terme pour décrire la politique de l'Allemagne nazie à la veille de la Seconde Guerre mondiale quand elle se déclara opposée à l'entreprise sioniste. Herf en explique aussi la dimension géostratégique qui est essentielle à notre compréhension du message BDS :

« (...) A mesure que la guerre approchait, la théorie antisémite du complot, du fait des inquiétudes concernant la menace qu'un tel Etat ferait peser sur l'Allemagne, a progressivement supplanté l'idée initiale que la Palestine pouvait être un endroit commode pour que l'Allemagne y éjecte ses Juifs indésirables. Du fait des agressions expansionnistes allemandes, l'Allemagne se retrouvait avec plusieurs millions de Juifs sur les bras au lieu des 500 000 qui se trouvaient dans ses frontières au début de la guerre. La Palestine était trop exiguë et trop inaccessible pour constituer une solution par la déportation. La guerre impliquait aussi de rechercher des alliances avec les Arabes. L'hostilité envers le projet d'un Etat juif, déjà présente dès le départ, se trouvait renforcée par la main tendue aux alliés arabes, ce qui créa une *convergence* nouvelle entre l'antisémitisme et l'opposition aux objectifs sionistes ou même à toute émigration vers la Palestine ».²

Le précédent que fournit l'Allemagne nazie nous montre clairement comment un amalgame d'antisémitisme et d'antisionisme nourrissent une politique cherchant le soutien arabe en rejoignant son combat contre un ennemi commun. Cette configuration se répètera et aura pour avenir de devenir un modèle...

Retour en URSS

Environ trois générations plus tard, en septembre 2007, Ben Cohen, analyste de l'American Jewish Committee, écrit un pamphlet d'une grande finesse inti-

tulé *The Ideological Foundations of the Boycott Campaign Against Israel*.³ Dans sa description de l'idéologie du BDS, il remarque « les chevauchements thématiques entre antisionisme et antisémitisme », ce qui est une autre formulation de l'idée de convergence déjà mise en avant par Herf. Cohen considère que « l'aspect le plus dérangentant » du mouvement BDS est son « obstination à mettre l'Etat juif en quarantaine comme première étape sur la voie de son élimination. »⁴ Il note que « la stratégie de délégitimation engagée contre Israël aujourd'hui, en particulier en ce qui concerne les analogies avec l'apartheid, doit beaucoup à l'Union Soviétique. » Il rappelle à ce propos la propagande anti-Israélienne de cette dernière et en particulier les effets dévastateurs de la Résolution 3379 (« le sionisme est un racisme ») qu'elle avait proposée à l'Assemblée Générale de l'ONU qui l'avait adoptée le 10 novembre 1975.

Il y avait là l'expression de l'antisémitisme soviétique, conjoignant l'adhésion à la cause arabe et le langage de l'anticolonialisme.⁵ L'accusation contenue dans ce message était d'autant plus injurieuse qu'elle synthétisait l'essence même de cette théorie de la convergence dans un slogan de propagande extrêmement concis, que chacun pouvait reprendre en hurlant au « racisme » ou à l'« apartheid », des mots soudain investis d'une nouvelle signification.

Ben Cohen résume l'archéologie de ce slogan de propagande :

« Ce que les partisans [du BDS] ont en commun avec leurs prédécesseurs soviétiques, c'est l'invocation du mot 'apartheid' dans le cadre d'une stratégie d'isolement d'Israël afin de renverser sa légitimité internationale. En même temps, cette nouvelle version recherche une plus grande respectabilité et elle s'est purgée de tous les principes trop visiblement antisémites sur lesquels s'appuyaient les antisionistes soviétiques. Elle a concentré ses feux sur les pseudo similitudes de structures entre apartheid et sionisme au niveau de l'Etat et des politiques gouvernementales. Ce déplacement explique pourquoi l'analogie avec l'apartheid, qui était un discours marginal, a pu se transformer en un discours acceptable dans le monde occidental. »⁶

Cet extrait montre le lien entre la résolution soviétique de 1975 et les positions du BDS d'aujourd'hui, appelant à la destruction d'Israël. Pour être précis historiquement, il faut noter que, dans l'article 19 de la Convention Nationale Palestinienne de 1964, le terme de « raciste » fait partie de la liste des adjectifs péjoratifs appliqué au sionisme.⁷ La terminologie soviétique a tellement imprégné le discours courant que l'ancien président américain Jimmy Carter l'a largement reprise dans son ouvrage *Peace, Not Apartheid*, qui est essentiellement un relais des points de vue BDS. Quand on connaît le sens réel des épithètes qui

accompagnent cette convergence on peut sans hésiter considérer que cet homme n'est pas l'homme d'Etat sage et impartial qu'il prétend être.

Les prosélytes du BDS prétendent rechercher la justice et rejeter la violence mais la haine et la violence font partie de leur programme, surtout quand ils ne parviennent pas à atteindre leurs buts pacifiquement. Ben Cohen note que les violences contre les Juifs d'Europe proviennent directement d'un nouvel environnement idéologique, lourd de conséquences :

« Depuis l'explosion de la seconde intifada en septembre 2000, les Juifs d'Europe connaissent une crise sécuritaire inédite depuis l'après-guerre. C'est dû en grande partie aux incidents anti-juifs que l'on a constatés dans presque tous les pays d'Europe et qui suivent le rythme des péripéties du conflit au Moyen-Orient ». ⁸

Cela démontre clairement les effets de cette nouvelle ligne idéologique, étroitement liée à Durban et que le BDS a adoptée. Le conflit n'est pas confiné géographiquement au Moyen-Orient mais déborde en Europe ou sur les campus universitaires américains. Dans le cas des violences contre les Juifs en Europe, et tout particulièrement en France, la dimension antisémite de la convergence se constate, marquée par un niveau de violence sans précédent depuis des générations.

La dimension géostratégique

La doctrine du BDS a également une envergure géostratégique. On a noté que l'Allemagne nazie et l'Union Soviétique avaient toutes deux recouru à une doctrine fondée sur la convergence pour promouvoir leurs programmes respectifs au Moyen Orient, cultiver les alliances arabes et s'implanter localement. Quelques exemples nous permettront de montrer qu'il existe une corrélation directe entre les ambitions géopolitiques au Moyen-Orient et la diffusion d'une telle doctrine. Ces ambitions peuvent avoir pour but l'établissement d'une influence impérialiste, la mise en place de sphères d'influence, la conquête de nouveaux marchés et, bien sûr, la participation à de nouvelles opportunités s'ouvrant dans le domaine de l'exploitation pétrolière.

Dès le début, l'entreprise sioniste a noué des relations spéciales successives avec plusieurs grandes puissances et ces parrainages ont permis une relative sécurité ainsi que divers avantages. La première de ces relations a été établie avec la Grande-Bretagne, depuis le Mandat pour la Palestine et jusqu'à l'après-guerre, lorsque cette relation a cessé d'être viable. Vint ensuite la France qui aida à l'immigration illégale en Palestine. Les Français étaient ravis d'aider à l'élimination de l'influence britannique dans la région, au même titre que Staline

qui, un bref instant, apporta son soutien diplomatique et vendit des armes d'une importance vitale pour le tout nouvel Etat d'Israël durant la cruciale guerre d'indépendance. De la même manière, les Etats-Unis tentèrent de chasser les Britanniques de la région. Finalement, la France devint le second pays à développer une relation spéciale qui dura jusqu'en 1967, les Etats-Unis prenant ensuite la place laissée vacante par la France.

A chaque fois, les puissances extérieures à cette relations spéciale avec Israël tentèrent de déstabiliser celle qui en bénéficiait. La propagande nazie condamna ainsi la présence impérialiste des Britanniques, les accusant, du fait de leur tradition puritaine, d'être en réalité d'esprit juif et inévitablement contrôlés par des banquiers juifs. C'est parce que l'Allemagne voulait implanter sa puissance dans la région qu'elle s'est attaquée à cette relation spéciale. La propagande fait partie intégrante de cette ambition géopolitique. On constate le même phénomène avec l'Union Soviétique dans les années soixante et soixante-dix. Durant la Guerre Froide, les Soviétiques ont essayé de miner la suprématie américaine en investissant leurs efforts du côté de l'Egypte de Nasser. Une partie de cet effort pour se faire de nouveaux amis dans la région a consisté en d'importantes campagnes de propagande anti-israélienne.

Cette corrélation entre ambition géopolitique et doctrine de la convergence ne se limite pas aux projets des puissances occidentales comme le démontre le cas de l'Iran. Les ambitions iraniennes visent à exercer une influence accrue dans toute la région méditerranéenne. C'est dans cette perspective qu'il est devenu l'un des fervents apôtres de la propagande antisémite et antisioniste. Dans ce contexte, son rôle central et pernicieux dans l'organisation de la conférence de Durban est parfaitement cohérent avec son anti-américanisme.

Il ne faut pas négliger les ambitions géostratégiques de l'Union Européenne et de ses membres dans la région. C'est ce qu'exprime la stratégie du « soft power » détaillée dans le Plan Prodi, par exemple, qui envisage un bassin méditerranéen élargi fondé sur une coopération harmonieuse avec les pays arabes. De la même manière, divers pays de l'Union Européenne ont mis en place cette tactique fondée sur une influence « en douceur », en finançant l'Autorité Palestinienne ainsi que des ONG en Israël qui fonctionnent comme des façades dont le rôle est essentiellement de saper la culture politique israélienne, de diviser sa population et de déstabiliser ses fondements démocratiques. Récemment, l'organisme israélien de surveillance des ONG, NGO Monitor, a découvert que le site *Electronic Intifada* recevait de confortables subventions européennes par le biais d'une ONG hollandaise, l'Interchurch Organization for Development and Cooperation (ICCO), qui reçoit 95 % de son budget de fonctionnement des mains du gouvernement hollandais et de l'Union Européenne.

L'ICCO soutient *Electronic Intifada* depuis au moins 2007, ce qui signifie que, par des chemins détournés, l'Union Européenne et les organisations qui agissent pour elle diffusent la doctrine haineuse du BDS, par exemple quand il s'agit de comparer les Israéliens à des nazis.⁹ Il ne s'agit que d'un seul exemple mais il est loin d'être isolé.

Sur un plan géostratégique plus large, la déstabilisation de la relation spéciale entre Israël et les USA et le développement de la cause arabe relèvent de la *realpolitik*. Steven J. Rosen a pu écrire récemment que « les plus grandes influences qui s'exercent pour faire pression sur le gouvernement américain pour qu'il prenne ses distances avec Israël ne proviennent pas des organisations américano-arabes, des ambassades arabes, des compagnies pétrolières ou du lobby de la finance lié aux pétrodollars. Ce sont plutôt les Européens, en particulier les Britanniques, les Français et les Allemands qui constituent le lobby pro-arabe le plus influent auprès du gouvernement américain. »¹⁰ Rosen n'a qu'en partie raison. Les gouvernements européens ne poursuivent cette stratégie que parce qu'elle est, selon eux, dans leur intérêt, ce qui implique de diffuser la doctrine BDS. On ne se livre pas à ce genre de manœuvre par simple amitié : ce que veulent les Européens, c'est briser l'emprise américaine sur la région et s'y substituer, en particulier en ce moment où le gouvernement Obama est instable et hésitant quant à la place des Etats-Unis dans le monde.

Une telle situation pourrait se perpétuer pendant des décennies si des données relativement récentes ne venaient pas la perturber : les Arabes ont leur propre idée du sort qu'ils réservent aux Européens et aux Américains. Ils disposent notamment d'une doctrine appelée *dawa*, qui est « l'invitation qu'Allah et les prophètes ont adressée à tous les peuples d'embrasser l'islam qui est la vraie religion ». Cette doctrine religieuse est associée à une insatiable ambition géopolitique sur le plan international. On ne peut prévoir ce que sera le développement de ce facteur dans les décennies à venir.

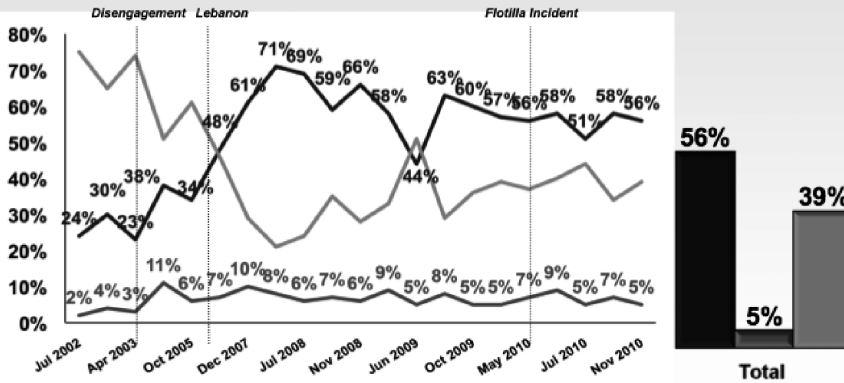
La doctrine BDS en action

Avant de s'intéresser directement à la doctrine BDS, il faut dire quelques mots de son programme politique de base. L'objectif explicite du BDS est d'assiéger Israël. Au-delà de la tactique consistant à l'isoler et à déstabiliser ses liens commerciaux et culturels, ses desseins sont, à plus longue portée, de provoquer un changement du consensus de l'opinion publique envers Israël. Aujourd'hui, Israël est respecté et possède une bonne réputation au sein du monde occidental et, ce qui n'est pas le cas des Palestiniens ainsi que l'illustre le graphique suivant :

And, a majority of voters continue to believe that America SHOULD support Israel

Now, thinking about the ongoing conflict between Israel and the Palestinians in the Middle East, please tell me whether, in general, you think America should be... A strong supporter of Israel, a supporter of Israel, a supporter of the Palestinians ...or... a strong supporter of the Palestinians?

Israel Supporter **Neither/Don't Know/Refused** **Palestinian Supporter**



www.theisraelproject.org

TIP National Survey- Nov. 2010

Conscients de cet état de fait, l'objectif stratégique des militants BDS est de détruire le consensus globalement favorable qui règne parmi les non-Juifs qui soutiennent Israël et de saper l'alliance entre Juifs et Chrétiens. Dans ce cadre, les militants BDS tentent d'attirer des intellectuels juifs dans leur camp afin de les utiliser comme pions pour briser le consensus juif et se protéger de l'accusation d'antisémitisme et de « terrorisme intellectuel ». ¹² Dans le contexte de cette guerre politique, on comprend que les organisations comme JStreet aux Etats-Unis et sa cousine JCall en Europe aient pour objectif de diviser les Juifs dans leur consensus concernant le soutien à Israël. Avec le recul de plusieurs décennies, on remarque que le « militant de la paix » israélien Ury Avneri considère que sa plus grande réussite a été de créer un consensus parmi les intellectuels israéliens afin qu'ils soutiennent la création d'un Etat palestinien. De la même façon, Fayçal Hussein, que les médias décrivaient comme un « Palestinien modéré », soutenait une idée identique, mais, dans sa dernière interview en 2001, il avait révélé que les Palestiniens étaient en réalité en train de « tendre un piège » aux Israéliens. Sur le long terme, renverser le consensus de l'opinion publique en faveur de la cause palestinienne est pour eux un objectif stratégique majeur. Cela explique pourquoi un individu comme Omar Barghouti donne des conférences comme lors de la semaine anti-apartheid au Canada en 2009. Le recours à tous les médias, en particulier visuels, fait partie de la

guerre de l'information engagée par le BDS. Il s'agit fondamentalement d'une forme de *dawa* politique.¹³

Dans un article d'*Al-Jazeera* du 19 janvier 2006, Eyad Kishawi, membre du BDS américain vivant à San Francisco, a par ailleurs expliqué que la décentralisation du mouvement impliquait une cohérence d'ensemble accrue :

« L'essence de tout mouvement de masse repose sur l'unité de sa vision d'ensemble. Dans ce contexte, cette unité se traduit par la cohérence de ses objectifs stratégiques, la coordination de son action et par un accord sur les outils d'analyse permettant d'élargir le mouvement et procéder à un recrutement qualitatif. C'est l'unité qui permet aux partisans du BDS de propager le même message dans des cadres institutionnels différents, dans une grande diversité de lieux, dans des secteurs très variés jusqu'à ce qu'une masse critique soit atteinte et permette une modification du consensus et, au final, un renversement du rapport de force. L'unité est essentielle pour un mouvement décentralisé parce que la victoire d'une entité est immédiatement transférable aux autres si elles possèdent les mêmes objectifs. Dans le cas qui nous occupe, tous les efforts investis dans le mouvement doivent tendre vers ces objectifs stratégiques. Par ailleurs, afin de faire avancer le combat, notre mouvement, qui est solidaire du peuple palestinien, nécessite une analyse d'Israël qui soit cohérente par rapport à la version des faits du peuple palestinien ».¹⁴

On voit bien que le message doctrinal est d'une importance capitale pour le BDS parce qu'il est le principe organisateur qui permet de faire tenir les membres de ce groupe et de leur donner une direction forte. Cette forme d'organisation décentralisée offre une grande flexibilité et, comme le remarque également Kishawi, permet de se protéger de l'application de la loi. Il révèle ainsi que « les partisans du BDS sont d'accord sur le fait que c'est par la décentralisation que le mouvement sera le plus productif, en particulier au vu du ciblage des militants par le gouvernement américain et par les activités israéliennes extrajudiciaires et illégales (...) »¹⁵

Aux Etats-Unis, les militants du mouvement des *tea parties* ont choisi un mode de fonctionnement décentralisé. Ils ont pris pour guide un ouvrage récent, *The Starfish and the Spider : The Unstoppable Power of Leaderless Organizations*.¹⁶ Ses auteurs, Ori Brafman et Ron A. Beckstrom, font un parallèle entre les organisations décentralisées, sans chefs, et l'étoile de mer qui peut se régénérer continuellement et d'autre part le modèle hiérarchique qui est celui de l'araignée. Les militants des *tea parties* ont si bien réussi qu'ils ont massivement secoué le

paysage politique américain. Selon cet ouvrage, les caractéristiques du modèle en étoile de mer sont que : la masse des individus constitue son point fort ; il fonctionne comme un réseau neuronal ; l'idéologie est ce qui le fait tenir ; ses valeurs sont l'organisation *elle-même*. Le mouvement BDS correspond très bien à cette description.

La doctrine du BDS : échantillons

Du fait de sa cohérence doctrinale, décrite par Eyad Kishawi, un certain nombre d'arguments reviennent en permanence dans les déclarations de ses dirigeants. Nous pouvons donner un bref échantillon de leur vision du monde telle qu'ils la formulent eux-mêmes. La citation suivante d'Eyad Kishawi est particulièrement intéressante car elle explicite les enjeux géostratégiques que nous avons déjà décrits, c'est-à-dire en particulier le ciblage de la « relation spéciale » :

« Le but stratégique du BDS américain est de briser pacifiquement la continuité et l'évolution de l'idéologie sioniste et ses aspirations à dominer la région et le monde en faisant basculer notre politique pour qu'elle passe du domaine du discours à l'action matérielle. Nous envisageons comme crucial de nous organiser aux Etats-Unis qui sont le soutien financier principal d'Israël et ce afin de démanteler le caractère raciste et exclusif d'Israël qui est la manifestation première de l'idéologie sioniste en restreignant la mobilité des capitaux. Le point de départ de notre effort consiste à créer une résistance concrète pour compenser les soutiens du gouvernement et des entreprises américaines en provoquant un isolement politique, des désinvestissements, des boycotts et des appels pour que les Etats-Unis cessent d'aider Israël.¹⁷

La citation suivante est due à Omar Barghouti, qui vit à Ramallah, et révèle sa formulation personnelle de la doctrine BDS :

« Si l'Etat d'Israël est une colonie de peuplement, ce qui doit le remplacer doit être un Etat laïc, démocratique, offrant une citoyenneté et des droits égaux aux Palestiniens (réfugiés inclus) *et* aux Juifs israéliens. Ce type d'Etat est le seul qui puisse concilier *éthiquement* ce qui semble inconciliable : les droits inaliénables et reconnus par l'ONU du peuple indigène de Palestine à l'autodétermination, au rapatriement, et à l'égalité, conformément au droit international, et les droits *acquis* et reconnus internationalement des Juifs à coexister – sur la terre de Palestine. »¹⁸

Il faut remarquer le choix des mots. Barghouti considère que Palestiniens et Juifs ne peuvent prétendre également à des droits égaux dans cette nouvelle Pales-

tine : les droits des Palestiniens leurs sont dus « de droit » tandis que les droits des Juifs sont « acquis ». De plus, historiquement, il n'est pas exact de prétendre que les Arabes palestiniens soient la « première nation » pour reprendre le vocable canadien — ce sont les Juifs qui étaient les premiers occupants. Le terme de « coexistence », directement emprunté au lexique soviétique, ne signifie pas la paix mais que l'on suspend la guerre ouverte pour qu'ait lieu une concurrence entre les deux camps par tous les moyens hormis la guerre elle-même. Si l'on sait lire ce texte, ce qui paraît être une invitation généreuse est en fait un exemple de double-langage dans la pure tradition soviétique.

Selon Barghouti, l'oppression israélienne prend trois formes :

- l'occupation prolongée et la colonisation de Gaza et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-est.
- le système légalisé et institutionnalisé de discrimination raciale à l'encontre des citoyens palestiniens d'Israël.
- le refus persistant de reconnaître les droits des réfugiés palestiniens, au premier rang desquels leur droit à des réparations et au retour dans leurs lieux d'origine, reconnu par la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations Unies.¹⁹

Le contenu doctrinal et les intentions du mouvement BDS ne sont pas rassurants. L'échantillonnage de leurs doléances montre leur vision du problème. Ce corpus de leur pensée politique masque un programme de « résistance » qui consiste en un appel à renverser la situation par une action indirecte, une guerre politique et un militantisme sans relâche auprès des opinions publiques sur le long terme. Ce mouvement rejette l'idée d'une paix négociée avec Israël ainsi que les principes qui fondent les accords d'Oslo. Nous sommes bien conscients des actions publiques spectaculaires que le BDS a mises en place et de l'aide plus que généreuse qu'il a reçu de la part des riches parties intéressés (y compris des gouvernements). La doctrine cachée derrière les actes nécessite une attention soutenue car cette doctrine qui combine antisémitisme et antisionisme est en réalité plus nocive que les actions publiques du mouvement. A cet égard, on se rappellera la « règle du pistolet de Tchekhov ». En 1889, Anton Tchekhov avait écrit à un ami : « On ne doit pas mettre de fusil chargé sur la scène si l'on n'a pas l'intention de s'en servir. » Si l'on s'en tient à la doctrine du mouvement BDS, il est clair que les militants de ce mouvement ainsi que ceux qui les soutiennent financièrement ont apporté un fusil chargé et qu'ils ont bien l'intention de s'en servir — sauf, bien sûr, si on montre publiquement ce dont ils sont capables et qu'on les arrête à temps.

L'auteur souhaite remercier Maître Pascal Markowicz (Paris) pour avoir bien voulu partager certaines remarques importantes.

notes

1. Jeffrey Herf, « Convergence : The Classic Case, Nazi Germany, Anti-Semitism and anti-Zionism during World War II », *Journal of Israeli History*, Vol. 25, No. 1 (march 2006), p. 63.
2. *Ibid.*, 66.
3. (New York : AJC, September 2007).
4. *Ibid.*, p. 1.
5. *Ibid.*, p. 8. Pour une contextualisation voir notamment, Joel S. Fishman, « The Cold-War Origins of Contemporary Anti-Semitic Terminology », *Jerusalem Viewpoints (JCPA)*, No. 517, 2-16 May 2004.
6. Cohen, pp. 8-9.
7. Bernard Lewis, « The Anti-Zionist Resolution », *Foreign Affairs* (October 1976), p. 54.
8. Cohen, p. 4.
9. « NGO Monitor Reveals Dutch Government Funding for Electronic Intifada », *NGO Monitor*, 29 November 2010 and Benjamin Weinthal, « Dutch FM mulls slashing funding for anti-Israel Charity », *Jerusalem Post*, 22 January 2011.
10. Steven J. Rosen, « The Arab Lobby; The European Component », *Middle East Quarterly*, Vol. 17, no. 4 (Fall 2010), p. 18.
11. The Israel Project.
12. Omar Barghouti, *Boycott Desinvestissement Sanctions; BDS contre l'apartheid et l'occupation de la Palestine* (Paris : La Fabrique éditions, 2010), p. 33.
13. De fait, le Sheikh Yusuf Al-Qaradawi a récemment déclaré que soutenir la cause palestinienne était une obligation religieuse, *IslamOnline.net*, 22 February 2010.
14. Eyad Kishawi, « Divestment from Israel in its Fifth Year : A History and Method for U.S. and European Activists », *Al-Jazeera*, 19 janvier 2006.
15. *Ibid.*
16. Ori Brafman and Rod A. Beckstrom, *The Starfish and the Spider* (New York : Portfolio, 2006).
17. Kishawi, « Divestment from Israel in its Fifth Year. »
18. Barghouti, p. 25.